

**Accord professionnel relatif à la transparence des comptes de production des œuvres
cinématographiques de longue durée**

conclu en application de l'article L.213-25 du code du cinéma et de l'image animée

Les dispositions législatives introduites par l'article 21 de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, définissent le cadre de la transparence des comptes de production des œuvres cinématographiques de longue durée admises au bénéfice des aides financières à la production du Centre national du cinéma et de l'image animée.

A ce titre, le nouvel article L.213-25 du code du cinéma et de l'image animée dispose que la forme du compte de production, la définition des différentes catégories de dépenses qui le composent et les moyens de son financement sont déterminés par voie d'accord professionnel.

Le présent accord est conclu en application des articles L.213-24 à L. 213-27 du code du cinéma et de l'image animée et a vocation à être rendu obligatoire par arrêté du ministre chargé de la culture pour l'ensemble des intéressés du secteur d'activité concerné.

ARTICLE 1 – OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Le présent accord est applicable aux œuvres cinématographiques de longue durée admises au bénéfice des aides financières à la production du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Il a pour objet de déterminer :

- (i) la forme du compte de production d'une œuvre devant être établi par le producteur délégué ;
- (ii) la définition des différentes catégories de dépenses qui le composent,
- (iii) la nature des moyens de financement de l'œuvre.

Les parties reconnaissent que les informations transmises en application du présent accord ont un caractère strictement confidentiel.

ARTICLE 2 – FORME DU COMPTE DE PRODUCTION

Le compte de production est établi par le producteur délégué pour chacun des intervenants cités ci-après selon les formats prévus en annexes :

- l'annexe 1 détaille l'ensemble des moyens de financement de l'œuvre ;
- l'annexe 2 détaille les différentes catégories de dépenses engagées pour la préparation, la réalisation et la postproduction de l'œuvre composant le coût définitif.

ARTICLE 3 – ETABLISSEMENT ET TRANSMISSION DES COMPTES DE PRODUCTION

Tout producteur qui, en sa qualité de producteur délégué, a pris l'initiative et la responsabilité financière, artistique et technique de la réalisation d'une œuvre cinématographique de longue durée, admise au bénéfice des aides financières à la production du Centre national du cinéma et de l'image animée et dont il a garanti la bonne fin, établit un compte de production de l'œuvre pour chacun des intervenants ci-après, comprenant les annexes 1 et 2 définies à l'article 2, en appliquant les stipulations du contrat individuel qui le lie à chaque co-contractant, à savoir :

- aux coproducteurs,
- aux entreprises avec lesquelles il a conclu un contrat de financement leur conférant un intéressement aux recettes d'exploitation,
- aux auteurs énumérés à l'article L. 113-7 du code de la propriété intellectuelle (CPI) et aux éditeurs cessionnaires des droits d'adaptation audiovisuelle d'une œuvre imprimée, dès lors qu'il a conclu avec ces auteurs ou éditeurs un contrat leur conférant un intéressement aux recettes d'exploitation de l'œuvre, conditionné à l'amortissement du coût de production,
- à toute autre personne physique ou morale avec laquelle le producteur délégué a conclu un contrat lui conférant un intéressement aux recettes d'exploitation de l'œuvre, conditionné à l'amortissement du coût de production.

Le compte de production transmis aux auteurs qui bénéficient d'un intéressement aux recettes d'exploitation de l'œuvre, conditionné à l'amortissement du coût de production, est accompagné des informations précisées en annexe 3.

Lorsqu'il existe une convention collective ou un accord spécifique rendu obligatoire sur le fondement de l'article L. 212-8 du CPI prévoyant, au profit des artistes-interprètes, une rémunération conditionnée à l'amortissement du coût de production de l'œuvre, le producteur délégué transmet le compte de production à ces derniers ou à une société de perception et de répartition des droits des artistes-interprètes mentionnée au titre II du livre III de la première partie du CPI désignée à cet effet. Lorsqu'un intéressement aux recettes d'exploitation de l'œuvre est déterminé en fonction de l'amortissement de certains éléments du coût de production, le producteur délégué transmet ces éléments, ainsi que le coût de production, au bénéficiaire de l'intéressement.

La transmission du compte de production ainsi établi s'effectue au plus tard dans un délai de huit (8) mois suivant la date de délivrance du visa d'exploitation cinématographique.

ARTICLE 4 – COMITE DE SUIVI

Les parties conviennent de la nécessité de la mise en place d'un comité de suivi, afin d'accompagner la mise en œuvre du présent accord et de relever les éventuelles difficultés qu'elle pourrait soulever. Les parties sollicitent le CNC pour participer à ce comité.

Le comité de suivi sera amené à se réunir au moins une fois par an.

ARTICLE 5 – MEDIATION

En vue de faciliter le règlement des difficultés et différends susceptibles de survenir à l'occasion de l'application du présent accord, les parties recommandent le recours à une structure de médiation, sur saisine d'un producteur, d'un auteur, ou de toute personne intéressée mentionnée à l'article 3.

Les organisations signataires s'engagent à inciter leurs membres à recourir à la médiation, afin d'accompagner la mise en œuvre du présent accord.

ARTICLE 6 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

Les parties demandent l'extension, dès sa signature, du présent accord au ministre chargé de la culture et de le rendre obligatoire pour l'ensemble des intéressés du secteur d'activité concerné, en application des dispositions de l'article L.213-25 du code du cinéma et de l'image animée.

Le présent accord prend effet à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté d'extension. Il est conclu pour une durée initiale de trois (3) ans tacitement reconductible par périodes de trois (3) ans.

Il peut être dénoncé par chacun des signataires de l'accord. Cette dénonciation est signifiée aux autres parties, dans le respect d'un préavis de trois (3) mois avant l'expiration de la période en cours, par lettre recommandée avec accusé de réception précisant les motifs pour lesquels cette dénonciation intervient.

Le présent accord s'applique aux œuvres ayant obtenu un visa d'exploitation à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté d'extension.

ANNEXES

- 1. NOMENCLATURE DE PRESENTATION DES MOYENS DE FINANCEMENT DE L'ŒUVRE ;**
- 2. NOMENCLATURE DE PRESENTATION DU COÛT DEFINITIF DE L'ŒUVRE ;**
- 3. DETAIL DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES FOURNIES AUX AUTEURS EN APPLICATION DU « PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF À LA TRANSPARENCE DANS LA FILIÈRE CINÉMATOGRAPHIQUE » DU 16 DECEMBRE 2010.**

Fait à Paris le :

Pour l'Association des Producteurs Indépendants (API)

Pour la Société Civile des Auteurs Réalisateur Producteurs (ARP)

Pour la Guilde Française des Scénaristes

Pour la Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques (SACD)

Pour les Scénaristes de Cinéma Associés (SCA)

Pour la Société Civile des Auteurs Multimedia (SCAM)

Pour le Syndicat Français des Agents Artistiques et Littéraires (SFAAL)

Pour le Syndicat des Producteurs Indépendants (SPI)

Pour le Syndicat des Producteurs de Films d'Animation (SPFA)

Pour la Société des Réalisateur de Films (SRF)

Pour l'Union des Producteurs de Cinéma (UPC)

ANNEXE 1 : NOMENCLATURE DE PRESENTATION DES MOYENS DE FINANCEMENT DE L'ŒUVRE

MOYENS DE FINANCEMENT

Titre du film :

| | Nom | Montants |
|---|-----|----------|
| Producteur(s) délégué(s) | | |
| Numéraire | | |
| Fonds de soutien producteur | | |
| Rémunération du producteur en participation | | |
| Frais généraux en participation | | |
| SOFICA garantie par le producteur | | |
| Autres coproducteurs | | |
| Numéraire | | |
| Fonds de soutien | | |
| Coproduction télévision | | |
| Numéraire | | |
| Fonds de soutien | | |
| Aides sélectives | | |
| Avance sur recettes | | |
| Aide aux coproductions étrangères | | |
| Eurimages (part française) | | |
| Autre(s) (notamment <i>Aides au cinéma du monde, Images de la diversité,...</i>) | | |
| Aides des collectivités locales | | |
| Aide remboursable | | |
| Aide non remboursable | | |
| Cession de droits | | |
| SOFICA | | |
| SOFICA garantie(s) | | |
| Préciser l'adosseur de la SOFICA | | |
| SOFICA non garantie(s) | | |
| Préventes | | |
| Télévisions | | |
| Autres | | |
| Minima garantis | | |
| Salle | | |
| Vidéo | | |
| VàD | | |
| VàDA | | |
| Etranger | | |
| Préciser le ou les pays | | |
| Télévisions | | |
| Autres | | |
| Mandats groupés (préciser lesquels) | | |
| Autres | | |
| Part française (.....%) | | |

| | Nom | Montants |
|---|-----|----------|
| Producteurs étrangers | | |
| Apport 1er coproducteur étranger | | |
| Aide(s) nationale(s) | | |
| Eurimages | | |
| Chaîne de TV | | |
| Préventes et minima garantis | | |
| Autre(s) | | |
| Total 1er coproducteur (.....%) | | |
| Apport 2ème coproducteur étranger | | |
| Aide(s) nationale(s) | | |
| Eurimages | | |
| Chaîne de TV | | |
| Préventes et minima garantis | | |
| Autre(s) | | |
| Total 2ème coproducteur (.....%) | | |
| Apport 3ème coproducteur étranger | | |
| Aide(s) nationale(s) | | |
| Eurimages | | |
| Chaîne de TV | | |
| Préventes et minima garantis | | |
| Autre(s) | | |
| Total 3ème coproducteur (.....%) | | |
| Total part étrangère | | |
| Part étrangère (.....%) | | |
| Total général | | |

ANNEXE 2 : NOMENCLATURE DE PRESENTATION DU COÛT DEFINITIF DE L'ŒUVRE

| COMPTE DE PRODUCTION FICTION ET DOCUMENTAIRE | | | |
|--|--------------------------------------|--|--|
| POSTES | LIBELLÉ | | |
| 1 | DROITS ARTISTIQUES | | |
| 11 | | | SUJET / SCENARIO |
| 12 | | | ADAPTATIONS / DIALOGUES / COMMENTAIRES |
| 13 | | | DROITS D'AUTEUR RÉALISATION |
| 14 | | | DROITS MUSICAUX |
| 15 | | | DROITS DIVERS |
| 16 | | | TRADUCTIONS |
| 17 | | | FRAIS SUR MANUSCRITS |
| 18 | | | FRAIS PRÉLIMINAIRES ET FRAIS DE REPRISE D'UN PROJET EXISTANT |
| 19 | | | AGENTS LITTÉRAIRES ET CONSEILS |
| 2 | PERSONNEL | | |
| 21 | | | PRODUCTEURS |
| 22 | | | RÉALISATEURS TECHNICIENS |
| 23 | | | ÉQUIPE PRÉPARATION ET TOURNAGE |
| 231 | | | DIRECTION ADMINISTRATION |
| 232 | | | RÉGIE |
| 233 | | | MISE EN SCENE TECHNICIENS |
| 234 | | | CONSEILLERS SPÉCIALISÉS |
| 235 | | | PRISES DE VUES |
| 236 | | | MACHINERIE - ÉLECTRICITÉ |
| 237 | | | SON |
| 238 | | | COSTUMES |
| 239 | | | MAQUILLAGE / COIFFURE |
| 24 | | | ÉQUIPE DÉCORATION |
| 25 | | | MAIN-D'ŒUVRE DÉCORS |
| 26 | | | MONTAGE ET FINITIONS |
| 27 | | | PERSONNEL VFX |
| 28 | | | DIVERS |
| 29 | | | AGENTS ARTISTIQUES |
| 3 | ÉQUIPE ARTISTIQUE | | |
| 31 | | | RÔLES PRINCIPAUX |
| 32 | | | RÔLES SECONDAIRES |
| 33 | | | PETITS RÔLES |
| 34 | | | AUTRES ARTISTES INTERPRÈTES À L'IMAGE |
| 35 | | | ACTEURS DE COMPLÉMENTS |
| 36 | | | PERSONNEL ARTISTIQUE APRÈS TOURNAGE |
| 37 | | | PERSONNEL MUSIQUE |
| 38 | | | DIVERSES PRESTATIONS MUSIQUE |
| 39 | | | AGENTS ARTISTIQUES |
| 4 | CHARGES SOCIALES ET FISCALES | | |
| 41 | | | CHARGES SOCIALES AUTEURS |
| 42 | | | CHARGES SOCIALES PRODUCTEURS |
| 43 | | | CHARGES SOCIALES RÉALISATEUR TECHNICIEN |
| 44 | | | CHARGES SOCIALES ÉQUIPE TECHNIQUE |
| 45 | | | CHARGES SOCIALES ARTISTES |
| 46 | | | CHARGES SOCIALES SUR ÉLÉMENTS DE SALAIRES ANNEXES |
| 47 | | | IMPÔTS ET TAXES IMPUTÉS AU FILM |
| 5 | DÉCORS ET COSTUMES | | |
| 51 | | | STUDIO |
| 52 | | | DÉCORS NATURELS |
| 53 | | | AMÉNAGEMENTS DÉCORS |
| 54 | | | MEUBLES ET ACCESSOIRES |
| 55 | | | ANIMAUX |
| 56 | | | MOYENS DE TRANSPORTS |
| 57 | | | EFFETS SPÉCIAUX ET CASCADES |
| 58 | | | COSTUMES |
| 59 | | | MAQUILLAGE ET COIFFURE |
| 6 | TRANSPORTS-DÉFRAIEMENTS-RÉGIE | | |
| 61 | | | TRANSPORTS ET FRAIS DE SÉJOUR PRÉPARATION |
| 62 | | | TRANSPORTS ET FRAIS DE SÉJOUR TOURNAGE |
| 63 | | | DÉPENSES REGION PARISIENNE |
| 64 | | | DÉPENSES HORS REGION PARIS |
| 65 | | | DÉPENSES A L'ÉTRANGER |
| 66 | | | TRANSPORTS ET FRAIS DE SÉJOUR APRÈS TOURNAGE |
| 67 | | | TRANSAITRE ET DOUANE |
| 68 | | | BUREAUX ET FRAIS AFFÉRENTS |
| 69 | | | RÉGIE ET DIVERS |
| 7 | MOYENS TECHNIQUES | | |
| 71 | | | PRISES DE VUES CINÉMA |
| 72 | | | MATÉRIELS ADDITIONNELS À LA PRISE DE VUE |
| 73 | | | MACHINERIE |
| 74 | | | ÉCLAIRAGE |
| 75 | | | SON |
| 76 | | | PELLICULES & SUPPORTS |
| 8 | POSTPRODUCTION IMAGE ET SON | | |
| 81 | | | MONTAGE ET SONORISATION |
| 82 | | | LABORATOIRE ARGENTIQUE |
| 83 | | | LABORATOIRE NUMÉRIQUE |
| 84 | | | EFFETS VISUELS NUMÉRIQUES |
| 85 | | | GÉNÉRIQUES ET FILMS ANNONCES |
| 86 | | | ÉLÉMENTS DE LIVRAISON |
| 87 | | | SOUS TITRAGES ET AUDIO DESCRIPTION |
| 88 | | | FRAIS PHOTOGRAPHIQUES |
| 89 | | | CONSERVATIONS |
| 9 | ASSURANCES ET DIVERS | | |
| 91 | | | ASSURANCES |
| 92 | | | PUBLICITÉ ET PROMOTION |
| 93 | | | FRAIS JURIDIQUES, FRAIS DIVERS ET CERTIFICATIONS DES COMPTES |
| 94 | | | FRAIS FINANCIERS |
| TOTAL PARTIEL | | | |
| FRAIS GÉNÉRAUX | | | |
| TOTAL HORS TVA | | | |

| COMPTE DE PRODUCTION ANIMATION | | | |
|--------------------------------|---|--|--|
| POSTES | LIBELLÉ | | |
| 1 | DROITS ARTISTIQUES | | |
| 11 | | | SUJET / SCENARIO |
| 12 | | | CREATION GRAPHIQUE |
| 13 | | | ADAPTATIONS / DIALOGUES / COMMENTAIRES |
| 14 | | | DROITS D'AUTEUR RÉALISATION |
| 15 | | | DROITS MUSICAUX |
| 16 | | | DROITS DIVERS |
| 17 | | | TRADUCTIONS ET FRAIS SUR MANUSCRITS |
| 18 | | | FRAIS PRÉLIMINAIRES ET FRAIS DE REPRISE D'UN PROJET EXISTANT |
| 19 | | | AGENTS ET CONSEILS |
| 2 | PERSONNELS ET PRESTATAIRES | | |
| 21 | | | PRODUCTEURS |
| 22 | | | REALISATION |
| 2A | PERSONNELS ANIMATION | | |
| 2A3 | | | ENACDREMENT ET GESTION DE PRODUCTION |
| 2A4 | | | STORYBOARD & ANIMATIQUE |
| 2A5 | | | CREATION DES ELEMENTS DE REFERENCE |
| 2A6 | | | MODELISATION, RIGGING SET-UP, TEXTURES, SHADING PERSONNAGES, DECORS ET ACCESSOIRES |
| 2A7 | | | CREATION VOLUME |
| 2A8 | | | LAYOUT |
| 2A9 | | | EXECUTION DES DECORS |
| 2A10 | | | ANIMATION |
| 2A11 | | | TOURNAGE VOLUME |
| 2A12 | | | TOURNAGE MOCAP |
| 2A13 | | | SCAN ET COLORISATION |
| 2A14 | | | RENDU ET ECLAIRAGE |
| 2A15 | | | FX SIMULATION |
| 2A16 | | | COMPOSITING, BANC TITRE et ECLAIRAGE |
| 2A17 | | | POST PRODUCTION |
| 2B | PRESTATAIRES ANIMATION | | |
| 2B3 | | | ENACDREMENT ET GESTION DE PRODUCTION |
| 2B4 | | | STORYBOARD & ANIMATIQUE |
| 2B5 | | | CREATION DES ELEMENTS DE REFERENCE |
| 2B4 | | | MODELISATION, RIGGING SET-UP, TEXTURES, SHADING PERSONNAGES, DECORS ET ACCESSOIRES |
| 2B5 | | | CREATION VOLUME |
| 2B6 | | | PRE PRODUCTION |
| 2B7 | | | LAYOUT |
| 2B8 | | | EXECUTION DES DECORS |
| 2B9 | | | ANIMATION |
| 2B10 | | | TOURNAGE VOLUME |
| 2B11 | | | TOURNAGE MOCAP |
| 2B12 | | | SCAN ET COLORISATION |
| 2B13 | | | RENDU ET ECLAIRAGE |
| 2B14 | | | FX SIMULATION |
| 2B15 | | | COMPOSITING, BANC TITRE et ECLAIRAGE |
| 2C | PERSONNELS PRISE DE VUES REELLES | | |
| 2C3 | | | ÉQUIPE PRÉPARATION ET TOURNAGE |
| 2C31 | | | DIRECTION ADMINISTRATION |
| 2C32 | | | RÉGIE |
| 2C33 | | | MISE EN SCENE TECHNICIENS |
| 2C34 | | | CONSEILLERS SPÉCIALISÉS |
| 2C35 | | | PRISES DE VUES |
| 2C36 | | | MACHINERIE - ÉLECTRICITÉ |
| 2C37 | | | SON |
| 2C38 | | | COSTUMES |
| 2C39 | | | MAQUILLAGE / COIFFURE |
| 2C4 | | | ÉQUIPE DÉCORATION |
| 2C5 | | | MAIN-D'ŒUVRE DECORS |
| 2C6 | | | MONTAGE ET FINITIONS |
| 2C7 | | | PERSONNEL VFX |
| 2C8 | | | DIVERS |
| 2C9 | | | AGENTS ARTISTIQUES |
| 3 | INTERPRETATION | | |
| 31 | | | VERSION FRANCAISE |
| 32 | | | VERSION ANGLAISE |
| 33 | | | AUTRES VERSIONS |
| 34 | | | RÔLES PRINCIPAUX TOURNAGE |
| 35 | | | RÔLES SECONDAIRES TOURNAGE |
| 36 | | | PETITS RÔLES TOURNAGE |
| 37 | | | ACTEURS DE COMPLÈMENTS |
| 38 | | | PERSONNEL MUSIQUE |
| 39 | | | AGENTS ARTISTIQUES |
| 4 | CHARGES SOCIALES ET FISCALES | | |
| 41 | | | CHARGES SOCIALES AUTEURS |
| 42 | | | CHARGES SOCIALES PRODUCTEURS |

| | | | | |
|----|--|--|--|--|
| 43 | | | | CHARGES SOCIALES RÉALISATEUR TECHNICIEN |
| 44 | | | | CHARGES SOCIALES EQUIPE TECHNIQUE ANIMATION |
| 45 | | | | CHARGES SOCIALES EQUIPE TECHNIQUE PRISE DE VUES REELLES |
| 46 | | | | CHARGES SOCIALES ARTISTES INTERPRETES |
| 47 | | | | CHARGES SOCIALES SUR ÉLÉMENTS DE SALAIRES ANNEXES |
| 48 | | | | IMPÔTS ET TAXES IMPUTÉS AU FILM |
| 5 | | | | DÉCORS ET COSTUMES PRISES DE VUES REELLES |
| 51 | | | | STUDIO DE PRISE DE VUES |
| 52 | | | | DÉCORS NATURELS |
| 53 | | | | AMÉNAGEMENTS DÉCORS |
| 54 | | | | MEUBLES ET ACCESSOIRES |
| 55 | | | | ANIMAUX |
| 56 | | | | MOYENS DE TRANSPORTS |
| 57 | | | | EFFETS SPÉCIAUX ET CASCADES |
| 58 | | | | COSTUMES |
| 59 | | | | COIFFURE ET MAQUILLAGE |
| 6 | | | | TRANSPORTS-DÉFRAIEMENTS-RÉGIE |
| 61 | | | | TRANSPORTS ET FRAIS DE SÉJOUR PRÉPARATION |
| 62 | | | | TRANSPORTS ET FRAIS DE SÉJOUR PRODUCTION |
| 63 | | | | TRANSPORTS ET FRAIS DE SÉJOUR APRES TOURNAGE |
| 64 | | | | TRANSITAIRE ET DOUANE |
| 65 | | | | BUREAUX ET FRAIS AFFÉRENTS |
| 66 | | | | RÉGIE ET DIVERS |
| 7 | | | | MOYENS TECHNIQUES DE PRODUCTION |
| 71 | | | | MATERIEL INFORMATIQUE |
| 72 | | | | PLATEAUX EQUIPES TECHNIQUE ANIMATION |
| 73 | | | | MATERIEL PRISES DE VUES |
| 74 | | | | MACHINERIE |
| 75 | | | | ÉCLAIRAGE |
| 76 | | | | PELLICULES & SUPPORTS |
| 8 | | | | POSTPRODUCTION IMAGE ET SON |
| 81 | | | | IMAGE |
| 82 | | | | VOIX |
| 83 | | | | MUSIQUE |
| 84 | | | | SON |
| 85 | | | | CONTROLES |
| 86 | | | | PELLICULES & DCP |
| 87 | | | | MASTERS |
| 88 | | | | ELEMENT DE LIVRAISON |
| 89 | | | | CONSERVATIONS |
| 9 | | | | ASSURANCES, BANQUES ET DIVERS |
| 91 | | | | ASSURANCES |
| 92 | | | | PUBLICITÉ ET FRAIS DE PROMOTION |
| 93 | | | | FRAIS JURIDIQUES, FRAIS DIVERS ET CERTIFICATIONS DES COMPTES |
| 94 | | | | FRAIS FINANCIERS ET BANCAIRES |
| A | | | | SOUS TOTAL |
| B | | | | FRAIS GÉNÉRAUX |
| C | | | | TOTAL HORS TVA |

ANNEXE 3 : DETAIL DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES FOURNIES AUX AUTEURS EN APPLICATION DU « PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF À LA TRANSPARENCE DANS LA FILIÈRE CINÉMATOGRAPHIQUE » DU 16 DECEMBRE 2010

Le 16 décembre 2010, l'APC, l'API, l'ARP, la guilde des scénaristes, la SACD, la SCAM, la SCELF, le SPI, la SRF et le SFAAL ont signé un « protocole d'accord relatif à la transparence dans la filière cinématographique », rendu obligatoire, pour toute entreprise de production d'œuvres cinématographiques, par arrêté du ministre chargé de la culture du 7 février 2011.

En application de ce protocole de 2010 et en particulier de son article 4 relatif à l'information des auteurs, le producteur s'engage à communiquer à l'auteur les informations suivantes :

- le montant du crédit d'impôt accordé au producteur au regard de l'œuvre cinématographique ;
- les sommes calculées et inscrites à raison de l'œuvre sur le compte du producteur et des coproducteurs éventuels, au titre du soutien financier automatique, à la date d'établissement du coût définitif ;
- le solde du coût de l'œuvre restant à amortir.